

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2813 - LUNDI 16 JANVIER 2017

ACCORD DU 31 DÉCEMBRE

Enfin, le MLC et
ses alliés adhèrent

Ce changement de position est intervenu après un message du président Jean-Pierre Bemba demandant, depuis la Haye, où il est incarcéré à son parti et à ses alliés du Front pour le respect de la Constitution de signer ledit accord qu'il considère d'ores et déjà comme le socle de l'alternance politique en RDC. « Nous ne devons pas offrir un prétexte à ceux qui n'ont pas l'intention d'appliquer l'accord de la Cénco de faire obstruction au droit des Congolais à un avenir apaisé et sans soubresauts », a-t-il indiqué dans sa lettre.

Un pic lancé ouvertement à la majorité présidentielle dont les réserves émises quant à la non-inclusivité de l'accord du 31 décembre se fondaient essentiellement sur le refus par le Mouvement de libération du Congo (MLC) et alliés de le signer.

Page 13



La secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba signant l'accord du 31 décembre



Les évêques et les délégués des composantes au Centre interdiocésain

ARRANGEMENT PARTICULIER

Le prochain gouvernement
comptera quarante-six membres

La thèse du Rassemblement, qui tenait à un effectif réduit de l'exécutif national de transition pour mieux gérer les maigres ressources dont dispose le pays actuellement sur fond d'austérité budgétaire, a triomphé au détriment de celle de la majorité présidentielle qui suggérait une soixantaine des membres au nom du principe d'union nationale.

Quoiqu'il y ait une avancée, les discussions sur l'arrangement particulier de l'accord du 31 décembre achoppent sur la clé de répartition des ministères sur la base du poids politique de chaque composante.

Si pour la majorité, il n'est nullement question de partager les ministères de souveraineté qu'elle considère comme un domaine réservé ne pouvant échapper au contrôle du chef de l'État, le Rassemblement, pour sa part, estime qu'il faudra rechercher l'inclusivité même dans la répartition des postes

Page 12

DÉCRISPATION POLITIQUE

Libération de David Mukeba de l'UDPS
et Carbone de Filimbi

Le vice-président de la Ligue des jeunes des forces du progrès de l'UDPS, David Mukeba, et Carbone, activiste du mouvement citoyen Filimbi, ont recouvré leur liberté. C'est au cours d'une rencontre organisée ce week-end par le ministre des Affaires foncières dans la commune de la Gombe que les deux activistes ont été présentés à leurs collègues membres de leurs mouvements citoyens respectifs. Félix Kabange Numbi qui a milité pour la libération du vice-président de la jeunesse de l'UDPS a relevé que la paix est au dessus de tout. Il s'est dit heureux de constater que les jeunes ont compris qu'en politique, il n'y a pas des ennemis mais plutôt des adversaires politiques. En tant que jeune, il a pris solennellement l'engagement de se battre pour obtenir la libération d'autres jeunes injustement arrêtés à cause de leur activisme politique.

Page 12



Le ministre des Affaires foncières avec David Mukeba

CAN 2017

Fausse note chez
les Léopards !

Une vidéo montrant un groupe des joueurs de la RDC en train de revendiquer, depuis leur hôtel à Oyem en terre gabonaise leurs primes a fait sensation en début de week-end sur les réseaux sociaux. Et comme pour donner la mesure de leur engagement à aller jusqu'au bout de leur revendication, somme toute légitime, les poulains de Florent Ibenge ont carrément boycotté la séance d'entraînement de vendredi dernier. Le ministre des Sports, Willy Bakonga, a rassuré que les joueurs entreront bel et bien en possession de leur prime - déjà disponible - le 16 janvier avant le match contre le Maroc, le temps pour lui et sa délégation de prendre ce week-end leur vol pour le Gabon. Il a confirmé que le gouvernement a déjà débloqué les moyens nécessaires et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer.

Page 14

ÉDITORIAL

Sommet

Ainsi que le veulent la tradition mais plus encore les mœurs diplomatiques, le Sommet Afrique-France qui s'est tenu à Bamako en fin de semaine dernière s'est déroulé dans une bonne ambiance et l'on ne saurait, par conséquent, en tirer des conclusions négatives. Mieux vaut, cependant, ne pas s'en tenir aux apparences et tenter de décrypter ce qui se cache derrière les paroles prononcées publiquement par les chefs d'Etat et de gouvernements présents.

Tout ne va pas, en effet, pour le mieux dans le meilleur des mondes comme l'ont rappelé de façon plus ou moins discrète les autorités venues participer à ce Sommet dans la capitale malienne. Outre le fait que la crise économique née de l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés mondiaux impacte durement la marche vers l'émergence de la plupart des pays africains, la montée des tensions en Afrique de l'Ouest, dans la région du Sahel et en Afrique centrale fait peser de sérieuses menaces sur l'ensemble du continent, tout spécialement sur sa partie francophone.

Dans ce contexte pour le moins tendu la France et plus largement l'Europe, dont elle est l'un des principaux moteurs, sont perçues au sommet des Etats du continent comme ne s'engageant pas suffisamment au côté des Africains. Alors que des pays comme la Chine et l'Inde se mobilisent pour aider les peuples africains à progresser l'Union Européenne, quant à elle, ne s'y emploie guère. Paralysée par des tensions internes croissantes elle en vient à oublier qu'elle a une dette historique envers notre continent qu'il lui faudra tôt ou tard acquitter, si du moins elle veut continuer à entretenir avec lui des relations étroites et profitables.

La crise des migrants qui ne cesse de s'amplifier dans le sud et l'est du Vieux continent est, à cet égard, une sorte de révélateur qui conduit les peuples africains à demander des comptes aux nations riches de l'hémisphère nord. Même si cette exigence ne s'exprime pas de façon aussi brutale dans les enceintes diplomatiques, elle y est bel et bien présente et plus le temps passera plus elle se fera pressante.

Telle est certainement l'une des leçons que l'on doit tirer de la «grand'messe» de Bamako.

Les Dépêches de Brazzaville

AFFAIRE OKOMBI SALISSA

Claudine Munari saisit le Sénat et l'Assemblée nationale

La députée de la circonscription électorale unique de Mouyondzi, Claudine Munari, également présidente de la coalition Frocad-Idc-CJ3M a adressé, le 12 janvier, une lettre officielle aux présidents des deux chambres de Parlement, pour leur faire part de l'arrestation du député de Lékana, André Okombi Salissa, en dépit de son immunité parlementaire.

« Contre le régime de protection dont jouissent les représentants du peuple, les services du ministère de l'Intérieur ont procédé à l'arrestation de notre collègue André Okombi Salissa, le 10 janvier 2017. Il est depuis lors détenu dans les locaux de la Direction générale de la surveillance du territoire », a-t-elle écrit dans cette lettre qui a pour objet : Défense de



l'immunité parlementaire.

Claudine Munari soutient en outre que la détention d'André Okombi Salissa, sans la levée de son immunité parlementaire, est attentatoire à la vie de l'intéressé et constitue une intrusion au sein des deux chambres du Parlement.

Rappelons que Claudine Munari, qui a écrit au Parlement pour défendre la cause du député de Lékana, ne siège plus à l'hémicycle depuis plusieurs mois pour des raisons qui ne sont pas connues du public.

Firmin Oyé

VIE DES PARTIS

L'opposition exige la libération de tous les prisonniers politiques en 2017

La coalition de l'opposition composée des plateformes Frocad-Idc-CJ3M est montée au créneau le 13 janvier, à la faveur d'un échange avec la presse, pour dénoncer l'arrestation répétée de leurs membres. Contre toute attente, ce groupement a décidé d'obtenir, à tout prix et par tous les moyens, courant l'année 2017 la libération des responsables politiques incarcérés à la Maison d'arrêt.

La plate-forme Frocad-Idc-CJ3M se dit imperturbable sur cette décision, quand il s'agit d'atteindre cet objectif, qui s'inscrit dans le cadre de la solidarité des opposants dans leur lutte démocratique.

Sans tergiverser, les opposants ont pris ouvertement l'engagement de faire sortir leurs collègues actuellement incarcérés en majorité «pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat». « En 2017, nous allons faire libérer tous les prisonniers politiques. Par tous les moyens nécessaires et à tout prix, nous devons y parvenir. La règle sera simple et claire : soit nous serons tous des prisonniers politiques, soit tous les prisonniers politiques remis en li-

berté », a affirmé la présidente de ce groupement d'opposition, Claudine Munari, dans son mot d'usage.

La goutte d'eau qui a fait débordé le vase dans cette affaire est l'arrestation, le mardi dernier, du président de la Convention pour l'action, la démocratie, et le développement (CADD), André Okombi Salissa, par les services de sécurité, accusé lui aussi d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

« L'arrestation arbitraire du député de Lékana, André Okombi Salissa, sur des fondements fallacieux et sans la levée de l'immunité parlementaire, est un coup de plus porté à la démocratie et à notre lutte. Ce rallongement de la liste des prison-

niers politiques est de mauvaise augure pour l'année qui commence », a-t-il ajouté.

Après avoir proféré des critiques acerbes contre le pouvoir en place, la fédération Frocad-Idc-CJ3M a esquissé le bilan politique et socio-économique du Congo en 2016.

Un bilan général minable, selon elle, au regard des mauvaises notes enregistrées sur tous les plans, à mettre au dos du gouvernement.

« Le chômage a augmenté, faisant toujours plus de ravages chez les jeunes. Les bourses d'étudiants sont payées à intervalles de plus en plus irréguliers. Le retard de paiement des salaires et des pensions s'est accumulé dans certaines administrations, dans les entreprises publiques et à la Caisse de retraite des fonctionnaires », a insisté Claudine Munari, en présence d'autres dirigeants de cette coalition, dont Charles Zacharie Bowao et René Serge Blanchard Oba.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubel Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERES
Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LIVRE

Jean de Dieu Kourissa a dédié « Vivre Ensemble : Quelles perspectives au Congo ? »

Le président de l'Association désir d'unité (ADU), Jean de Dieu Kourissa, a dédié, le 12 janvier à Brazzaville, son ouvrage intitulé : « Vivre Ensemble : Quelles perspectives au Congo ? ».



Jean de Dieu Kourissa dédicant son livre (adiac)

L'objectif poursuivi par l'auteur dans ce livre de 254 pages, est de lutter contre le repli identitaire, l'ethnocentrisme mais aussi de proposer l'installation progressive d'une qualité de vie portée par la volonté de renforcer le sens de vivre en communauté.

« Notre ambition est de rassembler, organiser et articuler toutes les ressources morales, intellectuelles, culturelles, sociales ainsi que politiques des Congolais en effort individuel, collectif durable et porteur d'un projet partagé par tous et pour tous », a indiqué Jean de Dieu Kourissa.

L'auteur de l'ouvrage paru aux éditions L'Harmattan a donc affiché une réelle volonté du *vivre ensemble* au cœur d'une nouvelle République. « Au-delà de toutes les considérations politiques et politiciennes à la question du *vivre ensemble*. Nous voulons montrer dans le fond, l'acceptation mutuelle, qui veut que l'autre soit traité comme un autre moi. Admettre l'autre comme soi-même. L'esprit de chaque congolais doit être uni avec celui de la République, une et indivisible », a ajouté Jean de Dieu Kourissa.

Ce dernier a dénoncé le repli identitaire dans la société congolaise qui, selon lui, ne fait que manipuler les humiliations et les frustrations. Il a cependant commenté que : « *Le repli identitaire cultive en chacun de nous des contestations maldroitues. Il modifie notre relation personnelle au travail et détruit la fonction de la raison humaine* ».

Pour la mise en œuvre du concept «vivre ensemble», le président de l'ADU a fait aussi une mise en garde : « *Si nous ne prenons pas le vivre ensemble au sérieux, la nouvelle République va basculer dans la culture du malentendu, de la diabolisation, des rapports de force et de crise* », a-t-il ajouté.

Rappelons que le concept «vivre ensemble» exprime les liens pacifiques, de bonne entente qu'entretiennent des personnes, des peuples ou des ethnies avec d'autres, dans leur environnement de vie ou leur territoire incluant ainsi l'amitié, la collaboration, l'inclusion sociale, l'intégration, l'implication citoyenne, l'interculturalité et la diversité.

Enfin, il rejoint vite la philosophie de l'existentialisme qu'on retrouve dans les principes fondateurs du développement durable et même dans l'agenda 21, perspectives pour faire du 21ème siècle, celui d'une nouvelle humanité, du mieux-vivre, dans ses dimensions : sociale, humaine, économique, écologique et environnementale.

Fortuné Ibara

GESTION FORESTIÈRE

Les parties prenantes recommandent la mutualisation des efforts

Le Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme et l'organisation non gouvernementale Azur développement ont organisé, le 13 janvier, une table ronde avec les parties prenantes en vue de susciter l'intérêt et l'engagement de ces dernières sur des réponses appropriées aux différents défis de la gouvernance forestière.

La rencontre a été organisée avec l'appui technique et financier du Fern et de l'Union européenne dans le cadre du projet de lutte contre la déforestation en reliant le Flegt et le Redd. Le projet consiste à faire le plaidoyer sur la gouvernance forestière en République du Congo.

Le facilitateur du cadre de concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones sur le Redd+, Maixent Agnimba Emeka, a expliqué que la gouvernance forestière prend en compte beaucoup de processus dont celui de la légalité ; la réduction de la déforestation, de l'exploitation du bois et du changement climatique.

Selon lui, beaucoup de questions ont été identifiées et ont conduit à des discussions sur la fonction sociale; l'exploitation des ressources et le manque de suivi des rapports par le gouvernement. Les parties prenantes ont évoqué le non-respect des exploitants des forêts aux communautés paysannes qui vivent autour des zones d'exploitation forestières ; le problème de double attribution des titres d'exploitation forestière par les ministères ainsi que le manque de suivi des rapports par le gouvernement.

Déplorant l'absence de certains participants, Maixent Agnimba Emeka a indiqué que : « *toutes les questions n'ont pas été abordées. Mais nous avons discuté sur comment faire le lien entre les processus Redd et Flegt parce que les deux processus visent à mieux gérer les forêts* », avant de rappeler « *il faut qu'il y ait un dialogue entre ces deux processus REDD+ et Flegt afin d'éviter des chevauchements. C'est ce qui a justifié plus la discussion sur les questions liées au Redd, dont les faiblesses identifiées nous conduiront vers l'amélioration du constat car la forêt a une grande valeur économique, environnementale et sociale* ».

A l'issue de la table ronde, poursuit-il, une fiche sur le lien entre les deux processus a été produite et a permis de dégager quelques recommandations notamment sur l'organisation des réunions conjointes des deux processus Redd+ et Flegt ; l'établissement de la mutualisation de leurs efforts ainsi que l'acquisition du financement auprès des bailleurs pour le processus Flegt.

Lydie Gisèle Oko

LE FAIT DU JOUR

Si la guerre éclate en Gambie

L'Afrique de l'Ouest est sur le qui-vive. Et pour cause: la guerre risque d'éclater en Gambie. Une guerre civile à impact régional certain quand on observe la mobilisation unanime des pays qui l'entourent contre un éventuel retour en arrière antidémocratique à Banjul.

Petit Etat de 11 300 km², 1 760 000 habitants, accessible par l'Atlantique mais emboîté dans le territoire du Sénégal, son grand voisin, la Gambie n'en est pas moins liée par les règles qui régissent la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Par le passé, cette organisation a montré combien elle était opposée à l'exercice ou l'accession au pouvoir par des moyens non-démocratiques. Mais le fait que Dakar pressente à prendre la tête de l'expédition punitive contre l'humeur récalcitrante des autorités sortantes gambiennes peut être un danger pour les populations des deux pays en cas de conflit armé.

On se préparait pourtant à vivre une passation des pouvoirs tranquille en Gambie, le 19 janvier prochain. Au terme de la présidentielle du 1er décembre 2016, Yahya Jammeh, le président sortant, avait en effet félicité le vainqueur et lui

souhaitait bonne chance pour la suite. Avant de reconsidérer sa décision, donnant du grain à moudre à ceux qui, de par le vaste monde, n'ont de l'Afrique que l'image d'une terre abonnée aux anachronismes médiévaux. Ils ont de quoi exulter.

A cette même place, les jours qui suivirent la déclaration évoquée plus haut, pour saluer sa bonne intention, nous tirions presque à boulets rouges sur des « donneurs de leçons » en écrivant ce qui suit : « Après 22 ans de pouvoir, le président Yahya Jammeh a été battu à la régulière par son opposant, Adama Barrow. Il a aussitôt appelé ce dernier pour lui souhaiter bonne chance. A moins de redouter un incroyable retournement de situation, la preuve est donnée que l'Afrique est parfois diabolisée par procuration ».

Au demeurant, et chacun a pu le constater, certains en Gambie, ont voulu confondre vitesse et précipitation. En particulier dans le camp du gagnant de l'élection. Ce n'est pas pour reprocher à ceux dont les suffrages populaires ont porté chance de jubiler, mais une avalanche de déclarations plus ou moins tapageuses et ceux qui les tenaient se trompaient d'analyse. Presque de

contexte. Parce que l'Afrique de l'Ouest avait beau produire des alternances citées en exemples, comme d'ailleurs partout sur le continent, il est des endroits où les chocs post-électorales ont été violents, les transitions chaotiques. La Côte d'Ivoire, à elle toute seule, a constitué ce cas de figure en 2010, même si par la suite les nouvelles autorités ont fait preuve de beaucoup de tact pour amorcer une difficile réconciliation nationale et préserver la stabilité du pays.

Peut-être que si la victoire ne les avait pas un peu obnubilés, les proches du vainqueur de la présidentielle gambienne allaient prendre en compte le fait qu'au bout de 22 ans d'un régime admis comme autoritaire, leur pays avait enfin la chance d'en sortir. La meilleure méthode aurait sans doute été d'accompagner le régime sortant, non pas en la décorant de la légion d'honneur, mais en lui montrant la voie de sortie, pas celle qui le conduirait le jour même à la Cour pénale internationale. Agité comme un épouvantail, cet avertissement contre les sortants a dû les raidir, avant de les radicaliser. D'où les allers et venues des dirigeants de la sous-région ouest-africaine entre leurs capitales respectives et Banjul pour conduire une hypothétique médiation. La tentative de vendredi,

14 janvier, tout comme la précédente a échoué, donnant lieu aux premiers déplacements de populations gambiennes apeurées vers les pays voisins.

Pour tout dire, le bras de fer dans lequel s'engage le perdant de la présidentielle en Gambie n'est pas une option de salut. Il pourrait, pour lui et ses proches, se transformer en un quitte-sommeil, un quitte-énergie, un quitte-fortune. Yahya Jammeh devrait plutôt profiter de cette apparente position de force que lui confère la sollicitude de ses futurs ex-homologues venus à deux reprises le rencontrer chez lui, pour obtenir de l'équipe entrante d'Adama Barrow des garanties de tranquillité après le passage du témoin. Dans des pays encore fragiles comme les nôtres, les transitions démocratiques qui réussissent sont en effet aussi celles où les chefs d'Etat sortants ne sont pas traités comme des pestiférés. C'est la partition que doivent jouer les vainqueurs par-dessus-tout. Si d'éventuels médiateurs peuvent aider à un tel couronnement, d'où ils nous observent, les dieux et les peuples n'en demanderaient pas plus. Prions qu'un dernier sursaut des politiques gambiens épargne les populations civiles d'une guerre dont elles ne tireraient absolument aucun profit.

Gankama N'Siah

Devenez votre premier Médecin



Paris Prévention ex centre François 1^{er} a le plaisir de vous annoncer l'adresse de leur nouvelle installation, structure spacieuse et confortable de 350 m², au :

45 avenue Victor HUGO, Paris 16^e

Tél. : + 33 01 47 20 07 77

Courriel : parisprevention@gmail.com

Paris Prévention plus de 30 ans d'expérience de prévention médicale et de médecine anti-âge met à votre disposition

Un espace de diagnostic et de prévention générale pour surveiller votre santé et prévenir le risque :

Check Up approfondi

Pratiqué par une équipe médicale expérimentée composée de sept (7) spécialistes
4 heures d'examens médicaux et d'investigation – Résultats en 24/48h

Un espace de prévention du vieillissement :
Programme Anti-âge
et de revitalisation de remise en forme

Un espace de pointe de médecine esthétique de rajeunissement :
Plateau technique regroupant des technologies innovantes et efficaces.



Dernières inscriptions en Masters avant démarrage des cours le 06 février – Diplômes européens.

ESCIC, une école de la Chambre de Commerce de Pointe-Noire et de la Chambre de Commerce de Paris délocalise :

Master MBA - Master en QHSE – Master en Contrôle de Gestion – Master en Management des Entreprises et 3^{ème} année du Bachelor en gestion des entreprises en cours du soir.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe – Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

DU NOUVEAU A POINTE-NOIRE

Pour un court ou long séjour à Pointe-Noire au Congo-Brazzaville, choisissez un seul cadre pour la location des chambres climatisées avec un point cuisine :

Contactez Archange au :

00242 06 652 75 29 / 06 820 00 73

Archange est situé non loin du marché de Siafoumou et du Dr Mongo.

Soyez les bienvenus.

RÉGIE-B.T.P

ENTRETIEN GÉNÉRAL -:- PRIX PROMOTIONNELS

- Désinfection - Désinsectisation-Dératisation - Déserpentisation
- Pulvérisation par atomiseur - Décapage toutes sorte de sol (marbres, carreaux ordinaires sur une surface de 20m²).
- Nettoyage des vitres, sanitaire (douche WC) ;
- Chasse chauve souris
- Debrouissailleuse (gazon, espace vert).

Prix promotionnels : 150 000 FCFA

Tél. 06 671 55 63/01 971 55 63

E-mail : regibtp@gmail.com

MÉDIAS

Les assises nationales de la presse prévues en avril prochain

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo a annoncé le 13 janvier, la tenue des assises nationales de la presse en fin du mois d'avril 2017. Il l'a dit lors de la cérémonie d'échange des vœux avec les différents acteurs des secteurs de l'information et de la communication.



Le président du CSLC dressant le bilan de l'année 2016 (adiac)

Philippe Mvouo a à cette occasion dressé le bilan de l'année dernière ; énuméré les actions qui seront réalisées au cours de cette année 2017 avant d'inviter

les professionnels des médias à la réflexion sur la rigueur et la vérité qu'il a défini comme exigence cardinale pour le métier de journaliste.

Selon lui, le CSLC envisage de réviser le fichier des médias ; normaliser les élections législatives ; locales et sénatoriales ; attribuer la carte de presse aux professionnels des médias ; organiser des séminaires de formation en collaboration avec des partenaires.

Autres actions envisagées : publier le bulletin d'information du Conseil ; gérer la publicité afin de développer les médias et accompagner leur mutation vers le numérique. « 2017 s'offre donc à nous comme une année de responsabilité vis-à-vis de nous-mêmes pour que la feuille de route ainsi rendue, quoique non exhaustive soit exécutée avec abnégation. L'apport de chacun est attendu en termes d'investissement technique, administratif et surtout intellectuel », a indiqué Philippe Mvouo.

Levée d'interdiction de publication et de diffusion de quatre organes de presse

Suspendus pour des raisons d'éthique et de déontologie, « *Le nouveau regard* ; *Sel-Piment* ; *Radio Louvakou* et *Radio-télévision Forum des droits de l'homme* » ont bénéficié de la levée d'interdiction de publication et de diffusion de la part du Conseil. A cet effet, le président du CSLC a expliqué que, « *cette mesure a été levée afin de donner une occasion de plus à ces médias de faire leur introspection ; de faire amende honorable, de se débarrasser de toutes les tendances négatives pour s'arrimer à la marche commune vers le développement, à l'ère des nouveaux médias* ».

Dressant le bilan de l'année dernière, Philippe Mvouo a rappelé que l'année 2016, a été marquée au niveau national par l'élection présidentielle du 20 mars dernier et le renouvellement du mandat des membres du Cslc.

Au plan international, par la coopération avec les partenaires au

développement, les ambassades de plusieurs pays ainsi que des échanges avec les organes de régulation des autres pays tels que : la République centrafricaine ; le Cameroun ; le Bénin ; le Burkina-Faso et bien d'autres.

Outre ces actions, le CSLC a signé une convention portant autorisation d'exercice de télé-distribution des services télévisuels au Congo avec Startimes Média Congo SARL. A cet effet, le Congo compte quatre opérateurs : canal+, Télénium ; TNT Africa et Startimes.

Il a, par ailleurs, indiqué que deux autres conventions sont en cours d'élaboration et seront signées avec Africa News et Vox avant d'annoncer le retour du signal de la Voix de l'Amérique sur le territoire congolais. « *La voix de l'Amérique vient de prendre contact avec le conseil pour son retour au Congo à travers sa diffusion en fréquence modulée. Une convention consacra ce retour sur le paysage médiatique de notre pays* », a-t-il déclaré.

Lydie Gisèle Oko

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le Pade II en phase de préparation

La commission de rédaction a validé le 13 janvier à Brazzaville l'avant-projet de la note conceptuelle de la deuxième phase du projet d'appui à la diversification de l'économie (Pade). Le Pade I devra se clôturer sous peu.

Son objectif est de promouvoir la compétitivité des PME/TPE dans les secteurs de l'agro-industrie, du tourisme, de l'artisanat, du transport et de la logistique. Ainsi, pour des raisons de cohérence et d'efficacité, le Pade II s'appuiera sur la stratégie de diversification fondée sur l'approche développée dans le Plan national de développement 2012-2016. « *La diversification de l'économie demeure un impératif majeur et une urgence, à telle enseigne qu'elle est en bonne place dans le programme de société du gouvernement. C'est dans cet esprit que j'ai pris la note de service portant mise en place d'une commission interministérielle chargée de rédiger la note conceptuelle de la deuxième phase du Pade II* », a déclaré la ministre du Plan, Olga Ingrid Ebouka-babakas, présidant les travaux de l'atelier sur le Pade II.

Notons que le choix stratégique de ces trois secteurs cibles s'est appuyé sur les critères suivants : la contribution potentielle à l'économie nationale à moyen terme, leur potentiel de compétitivité internationale, génératrice d'emplois et de richesses et, enfin, leur capacité à contribuer à l'augmentation du Pib national, indique l'avant-projet du Pade II. Cette deuxième étape développera aussi des synergies avec les autres projets concourant à la diversification de l'économie. Il s'agira d'identifier toutes les niches d'opportunité susceptibles de profiter aux PME/TPE.

Le coût global de ce projet est estimé à 34.778.250.000 FCFA. Il comprend une provision de 5% pour des imprévus physiques et une provision pour hausse de prix de 5% par an, tant pour les dépenses en devises que pour celles en monnaie locale.

Contrairement au Pade I qui était financé à parts égales (50%) par le Congo et la Banque mondiale (BM), la contribution au financement de la deuxième étape se fera différemment. La BM participera à hauteur de 63% ; le Congo 24% et les autres partenaires (AFD, BEAC par exemple) à hauteur de 13%.

Ces dispositions institutionnelles et modalités d'exécution seront sensiblement les mêmes que celles du Pade I. Le ministère du Plan sera l'agence d'exécution du projet à travers l'unité de coordination du PADE II. Ce projet sera supervisé par un comité de pilotage puis appuyé par un comité de suivi.

Le Pade II a pour finalité l'amélioration de la contribution du secteur hors pétrole au Pib (5% actuellement) par la promotion des investissements privés dans les chaînes de valeurs hors-pétrole et le soutien à l'émergence des PME/TPE compétitives.

Lopelle Mboussa Gassia

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université Marien-Ngouabi bientôt connectée à la fibre optique

Le ministre de tutelle, Bruno Jean Richard Itoua, a annoncé le 12 janvier, au cours d'une réunion de cabinet élargie aux entités sous sa tutelle, que la réception provisoire ou technique de la fibre optique au sein de l'unique établissement public d'enseignement supérieur se fera dans quelques jours

L'Université Marien-Ngouabi et ses onze établissements ainsi que le rectorat seront bientôt connectés à la fibre optique. Ainsi, chaque établissement et le rectorat seront connectés et interconnectés. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, la fibre optique sera accompagnée de l'installation du WIFI afin de donner un accès libre généralisé, intégral à Internet de haut débit à tous. « *C'est le signal le plus fort que nous aimerions donner pour Marien-Ngouabi 2025. C'est un signal fort de la volonté transformationnelle qui devra être notre leitmotiv et notre fil conducteur pour les années à venir* », a indiqué Bruno Jean Richard Itoua, précisant qu'au-delà de la simple disponibilité de l'Internet, il s'agit d'une transformation complète de l'ensemble du sous-secteur, car son cabinet travaille déjà sur la gestion électronique des bourses. La réunion de cabinet a été élargie à l'Université Marien-Ngouabi, la Commission nationale congolaise pour l'Unesco, la direction générale de l'enseignement supérieur et la direction générale des affaires sociales et des œuvres universitaires. Une occasion pour les participants d'examiner le chemin parcouru et définir les perspectives. C'est ainsi que Bruno Jean

Richard Itoua a dévoilé ses ambitions de l'année en cours.

En effet, en attendant la mise en œuvre des outils de gouvernance institutionnelle, le ministre de l'Enseignement supérieur a mis en place cinq groupes de travail. Le premier déjà installé concerne l'Université Marien-Ngouabi ; il est dirigé par le recteur. Ne pouvant pas supplanter les instances de direction de l'Université Marien-Ngouabi, ni les documents de politique sectorielle en cours de finalisation, ce groupe de travail a pour mission de tracer, dans un court délai, la feuille de route des urgences, des priorités de 2017.

Le deuxième groupe de travail consiste en la numérisation de l'enseignement supérieur dont l'Université Marien-Ngouabi est le premier bénéficiaire. Le troisième concernera l'Université Denis Sassou N'Guesso de Kintélé. Après le ministère de l'Enseignement supérieur mettra en place son groupe de travail qui servira d'interface avec le comité national de pilotage du projet de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso.

« 2017, année d'espoir et de consolidation de ce qui a été déjà commencé »

Le quatrième groupe est relatif aux établissements privés d'en-

seignement supérieur qui est une composante importante de ce sous-secteur comptant environ 16 000 apprenants. « *Je considère que c'est de ma responsabilité de faire en sorte que les jeunes congolais qui choisissent cette branche du sous-secteur trouvent aussi l'illustration dans la volonté de la République de leur fournir de meilleures conditions d'études* », a souligné le ministre. Le dernier groupe concerne, quant à lui, l'enseignement supérieur en général. Présidé par le ministre de tutelle, ce groupe, considéré comme le plus grand, traitera des questions transversales, stratégiques et politiques de l'enseignement supérieur. Il s'agit, entre autres, de la question des enseignants, de l'excellence mais également de l'adéquation formation-emploi.

« *C'est dans ce contexte que nous allons commencer l'année 2017. Année donc d'espoir au cours de laquelle devront se concrétiser certaines intentions et ambitions ; année de consolidation de ce qui a été déjà commencé, année de construction des fondations nouvelles parmi lesquelles la numérisation est peut-être l'image la plus forte que nous puissions donner de notre volonté de moderniser notre sous-secteur* », a conclu Bruno Jean Richard Itoua. Rappelons que chacune des structures ayant pris part à cette rencontre a présenté son rapport bilan de l'année écoulée.

Parfait Wilfried Douniama

CEMAC

Brazzaville accueille la réunion des ministres des Finances et du plan des pays membres

Prélude à la réunion stratégique des ministres des finances et des plans de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), prévue pour ce 16 janvier à Brazzaville, les experts et représentants des différents pays membres de l'institution se sont réunis, le 13 janvier dans locaux de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Béac) pour discuter sur les grands dossiers qui seront au menu de cette rencontre.

En effet, cette rencontre concerne principalement, les ministres qui font partie du Comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (PREF-CEMAC).

Ce comité a pour objectif principal de concevoir et mettre en œuvre des actions rapides, vigoureuses et coordonnées, aussi bien au niveau national que sous-régional. Il est animé par un comité de pilotage mis en place par la décision du 30 juillet 2016, signée par le président en exercice de la conférence des chefs d'Etat de la Cémac, notamment le président de la République de la Guinée Equatoriale.

Il est composé des ministres de l'Economie et des Finances de chaque Etat membre, ainsi que des premiers responsables des institutions de la communauté à savoir : la Béac; la Banque de développement de l'Afrique centrale (BDEAC); la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (COSUMAF); la Cobac; Gabac et le représentant du patronat.

Notons que son secrétariat technique est basé au Congo-Brazzaville.

Rock Ngassakys

LIBYE

Des factions contestent la réouverture de l'ambassade d'Italie

La Libye peine à s'unir, même autour de l'idéal de cohésion nationale. A Tobrouk et à Tripoli, l'analyse du futur ne passe pas par les mêmes schémas.

Ancienne (et brève) puissance coloniale de la Libye, l'Italie s'est impliquée dans toutes les initiatives visant à maintenir la cohésion territoriale et sociale de ce pays, dont elle n'est séparée que par une étendue de Méditerranée de 300 km. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que les acteurs libyens ne chaussent pas la même paire de lunettes pour apprécier ce qui vient de Rome. Les groupes rivaux, qui se font la guerre et sont basés à Benghazi et à Tobrouk n'entendent pas laisser la suprématie au gouvernement d'union qu'essaie de diriger le Premier ministre, Fayez Sarraj.

Siégeant à Tripoli, celui-ci a été accouché aux forceps avec l'aide de l'ONU – et de l'Italie – fin 2015, mais il siège pour sa part à Tripoli. Il est le seul reconnu par la communauté internationale qui continue de désigner Tripoli comme la capitale politique unique du pays. Mais ce n'est pas ainsi que l'entend le général Khalifa Haftar établi à Tobrouk, à l'est de la Libye, près de la frontière avec l'Egypte. Rebelle à la marche vers la réconciliation encouragée par la communauté internationale, le général Haftar ne se reconnaît pas dans les décisions venant de Tripoli et essaie de jouer sa propre partici-

pation nationale et sous-régionale.

Il a qualifié de « nouvelle occupation militaire italienne » la réouverture mercredi dernier de l'ambassade italienne à Tripoli et l'installation du nouvel ambassadeur venu de Rome. Abdullah al-Thani qui dirige le gouvernement de Tobrouk a fait diffuser une « note diplomatique d'urgence » de protestation devant ce qu'il estime s'apparenter « à une occupation militaire ». Il accuse Rome d'envoyer des « bâtiments bourrés d'armes » vers la Libye, dans une sorte de colonisation-bis qui ne dirait pas son nom !

A Rome, pour l'heure, on minimise. Ces proclamations et menaces sont considérées par les services italiens comme de simples proclamations de posture. Le général Aftar aboie mais ne mordra pas. Sa véhémence vise à se positionner au moment où se prépare une réunion inter-libyenne à Tunis mercredi prochain. Et que l'Union africaine a décidé de reprendre la main sur ce dossier avec la réunion annoncée à Brazzaville pour le 25 janvier sur la Libye.

« Nous n'avons vu passer aucun navire de guerre italien en Méditerranée », a assuré Ayub Gassem, porte-parole de la Marine libyenne (obéissant au gouvernement de Tri-

poli). « Le seul bâtiment italien en Méditerranée ces jours-ci est la 'Saint-Georges' qui est entré dans les eaux territoriales dans le cadre d'une mission d'entraînement de la marine libyenne dans le cadre des accords souscrits de longue date », a-t-il affirmé.

A Rome où même le Vatican encourage les efforts pour aider à la relève de la Libye, pays méditerranéen-clé y compris pour l'endigement des flux migratoires, on continue de croire que la concertation inter-libyenne se poursuivra. La réunion programmée en Tunisie est censée se tenir à Ghadames. Elle était initialement programmée le 11 janvier. Elle poursuivra les discussions entamées au Caire, en Algérie et – déjà – en Tunisie sur l'Accord politique de Skhira, qui avait permis la formation du gouvernement contesté de Tripoli.

Cet accord est jugé inadéquat à Tobrouk où l'on estime que des modifications doivent y être apportées. Pour espérer le voir approuvé par le « Parlement de Tobrouk », il doit être réécrit dans les trois pierres d'achoppement qui sont : le Conseil de présidence d'une Libye unifiée ; la nomination du Commandant suprême des forces armées et la nécessaire révision du Haut-Conseil d'Etat, soutient-on à Tobrouk.

Lucien Mpama

AIRFRANCE

AVIS AUX VOYAGEURS

NOUVEAUX HORAIRES D'ENREGISTREMENT AU DEPART DE BRAZZAVILLE

A COMPTER DU 16 DECEMBRE 2016, LE VOL AF897 DE BRAZZAVILLE A DESTINATION DE PARIS, DECOLLERA UNE HEURE (1H) PLUS TÔT QUE PREVU, SOIT 21H35.

LES COMPTOIRS D'ENREGISTREMENT SERONT OUVERTS A PARTIR DE 17H30 ET FERMERONT A 20H05.

LA FIN DE L'ENREGISTREMENT DU VOL AIRFRANCE AF897 EST MAINTENUE A 1H30 AVANT LE DECOLLAGE.

PLUS D'INFORMATION SUR [HTTP://WWW.AIRFRANCE.CG](http://WWW.AIRFRANCE.CG)

MERCI DE VOTRE COMPREHENSION



ELECTION À LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'OMS

Le candidat Tédros Adhanom Ghebreyesus sollicite l'appui du Congo

Candidat à l'élection du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont le dernier tour est prévu en mai prochain, l'ancien ministre éthiopien Tédros Adhanom Ghebreyesus est en campagne à Brazzaville. Il a présenté sa vision aux autorités et mis à profit son séjour en visitant, le 12 janvier, quelques structures dont le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHUB).

Très déterminé à contribuer au développement du système sanitaire mondial, surtout en Afrique, le docteur Tédros Adhanom Ghebreyesus caresse l'ambition d'occuper le poste de directeur général de l'OMS. A ce titre qu'il a effectué, pour la deuxième fois, le déplacement de Brazzaville où le candidat a eu deux missions essentielles.

D'abord, le Dr Tédros Adhanom Ghebreyesus est venu rencontrer les autorités habilitées, pour solliciter le soutien du Congo à sa candidature. « Je suis venu ici à Brazzaville pour rencontrer les autorités congolaises afin de solliciter l'appui du Congo à l'élection du directeur général de l'OMS pour laquelle je suis candidat », a souligné le candidat.

Tédros Adhanom Ghebreyesus a aussi effectué le déplacement de Brazzaville, pour visiter quelques structures hospitalières de la place en vue de cerner les problèmes sanitaires les plus pressants et réels, auxquels le secteur sanitaire congolais est confronté et auxquels il tient à faire face s'il est élu.

« J'étais ici il y a deux mois.



Visite au CHU en compagnie du Pr Alexis Elira Dokékias (DR)

J'ai de bonnes raisons d'y revenir parce que je veux bien comprendre le système sanitaire congolais. Cela m'aidera aussi à me faire une idée réelle des problèmes sanitaires de toute l'Afrique, car je ferai de ce continent ma priorité, une fois élu directeur général de l'OMS », précise le postulant.

Pour s'enquérir de la réalité, le Dr Tédros Adhanom Ghebreye-

sus a notamment ciblé le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU), qu'il a visité en dirigeant son attention, notamment vers deux services.

Il s'agit du Centre national de référence de la drépanocytose construit par la Fondation Congo assistance et inauguré en 2015, mais qui est resté à ce jour encore non équipé. Les nombreux patients qui y viennent se sont confrontés à

des difficultés de tous genres. Ensuite, il a visité tour à tour, les services hématologie et pneumologie qui traitent les maladies pulmonaires dont la tuberculose. « Nous sommes confrontés à d'énormes difficultés dans ces services, parce qu'il nous manque presque tout. Le Dr Tédros Adhanom Ghebreyesus est donc venu voir les conditions dans lesquelles nous travaillons, parce qu'on ne peut pas concourir à ce poste sans avoir vu ce qui se passe sur le terrain », a témoigné le Pr Alexis Elira Dokékias qui l'a accompagné dans cette visite.

Une vision réaliste...

Au-delà des problèmes réels qu'il a relevés, le candidat a affiché son optimisme et promis de relever le défi, au cas où il est porté à la tête de l'organisation sanitaire onusienne. « J'ai remarqué que les problèmes et les challenges sanitaires sont les mêmes dans toute l'Afrique. Si nous travaillons ensemble, nous parviendrons à relever les défis en Afrique et dans le monde », a affirmé Tédros Adhanom Ghebreyesus.

Ancien ministre éthiopien des Affaires étrangères et de la Santé il est le seul candidat africain au secrétariat général de

l'OMS. Il a entre autres présidé le Conseil du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Sa vision est avant tout de faire de l'OMS une organisation plus dynamique et efficace, en prenant des initiatives adéquates et particulières.

Une fois élu directeur général de l'OMS, son mandat s'articulera autour de cinq priorités parmi lesquelles, réformer l'OMS en faisant de celle-ci une organisation plus efficace, transparente, responsable et indépendante, tournée vers l'action et le résultat. Il entend également élaborer des stratégies nécessaires en vue d'assurer la meilleure sécurité sanitaire au sein des Etats.

Il sera opposé à cinq autres candidats : Dr Flavia Bustreo (Italie), Philippe Douste-Blazy (France), Dr David Nabarro (Grande Bretagne), Dr Sania Nishtar (Pakistan), Dr Miklós Szócska (Hongrie). Le conseil exécutif retiendra une liste restreinte de trois candidats avant la fin janvier, puis interviendra au mois de mai prochain l'élection du nouveau directeur général de l'OMS. Il prendra ses fonctions le 1er juillet 2017 à Genève en Suisse.

Firmin Oyé

TOYOTA = 100% CFAO

100%

GARANTIE CONSTRUCTEUR

+

100%

PIÈCES D'ORIGINE



CFAO MOTORS

cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matévo
Brazzaville : Sid Denis Sassou Nguesso
Facebook : cfaomotorscongo.com
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 655 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 655 14 39

DISTRIBUTEUR
OFFICIEL



TOYOTA



LE RESEAU DES SMARTPHONES

**PROMO
FETI NA FETI**
Les gagnants du 4ème tirage

AG Partners

Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains	Numéros de Téléphones	Gains
056657494	Smartphones	053490926	25 000 FCFA	050033071	50 000 FCFA
055726256	Smartphones	055683727	25 000 FCFA	057194322	50 000 FCFA
053840402	Smartphones			055615511	50 000 FCFA
053790816	Smartphones	055240416	30 000 FCFA	055477776	50 000 FCFA
040519399	Smartphones	056964359	30 000 FCFA	053021398	50 000 FCFA
044996410	Smartphones	044696540	30 000 FCFA	055359487	50 000 FCFA
055338220	Smartphones	057143050	30 000 FCFA	040282611	50 000 FCFA
		056934528	30 000 FCFA	057182531	50 000 FCFA
057022032	25 000 FCFA	055057098	30 000 FCFA	055926593	50 000 FCFA
055141596	25 000 FCFA	055560451	30 000 FCFA	044116663	50 000 FCFA
056075969	25 000 FCFA	053170959	30 000 FCFA	053042420	50 000 FCFA
055039389	25 000 FCFA	053509850	30 000 FCFA	055839616	50 000 FCFA
044609051	25 000 FCFA	057660263	30 000 FCFA		
057324134	25 000 FCFA	055468067	30 000 FCFA	057427802	100 000 FCFA
053783381	25 000 FCFA	057015125	30 000 FCFA	053825044	100 000 FCFA
056821952	25 000 FCFA	055963266	30 000 FCFA	055384948	100 000 FCFA
056068554	25 000 FCFA	055559911	30 000 FCFA	055934166	100 000 FCFA
055588558	25 000 FCFA	056887151	30 000 FCFA	055651255	100 000 FCFA
053650191	25 000 FCFA	055601234	30 000 FCFA	055034029	100 000 FCFA
055655035	25 000 FCFA	053655306	30 000 FCFA	055724614	100 000 FCFA
044894186	25 000 FCFA	055329332	30 000 FCFA		
055189347	25 000 FCFA	055254415	30 000 FCFA	044868438	1 000 000 FCFA
055966558	25 000 FCFA	055350210	30 000 FCFA		
057656909	25 000 FCFA	057863972	30 000 FCFA		
056014482	25 000 FCFA				
055486483	25 000 FCFA	057617804	50 000 FCFA		
055252436	25 000 FCFA	055652787	50 000 FCFA		
057167039	25 000 FCFA	055845222	50 000 FCFA		
055698311	25 000 FCFA	057770340	50 000 FCFA		
040927655	25 000 FCFA	057221235	50 000 FCFA		
055414908	25 000 FCFA	057562903	50 000 FCFA		
056303108	25 000 FCFA	053303197	50 000 FCFA		
055924448	25 000 FCFA	040827691	50 000 FCFA		
056917653	25 000 FCFA	055579793	50 000 FCFA		

CHRONIQUE

Journée mondiale du migrant et du réfugié

Il faut se réjouir de ce que depuis plus d'un siècle, l'Eglise apporte sa caution morale en prenant position dans un débat, au nom des droits de l'homme et du respect de la dignité humaine car il va de soi que les innombrables personnes concernées qui deviennent de facto en situation irrégulière, ne doivent en aucun cas perdre leurs droits élémentaires, d'où la nécessité de garantir que dans tous les pays d'accueil où de destination la pleine reconnaissance des droits de ces migrants soit reconnue.

Si en 2016, la 102^e édition, était placée sous le thème «Migrants et réfugiés nous interpellent ! La réponse de l'Evangile de la miséricorde», le 15 janvier 2017, l'Eglise universelle a célébré la 103^e Journée mondiale du migrant et du réfugié dont le Pape François a choisi comme thème de réflexion et de prière : « Mineurs migrants, vulnérables et sans voix »

Il s'agira en ce début d'année d'attirer l'attention sur les «plus petits des petits», en considération de ces enfants débarquant souvent seuls dans les pays de destination et qui ne sont nullement en mesure de faire entendre leur voix et deviennent ainsi très rapidement des victimes de violations graves aux droits humains.

Ce sont évidemment les enfants et les femmes qui s'avèrent les groupes les plus vulnérables et dans ce contexte de migration internationale ils demeurent les proies les plus fragiles et donc plus faciles pour les trafiquants, les contrebandiers de la pire espèce, car sans papiers ou non accompagnés. Harcelées par la violence et la pauvreté, ces populations entières sont contraintes d'abandonner leurs terres d'origine pour subir l'assaut de ces personnes malveillantes au cours de voyages vers leur rêve d'un avenir meilleur.

Il faut se souvenir que la première Journée mondiale du migrant et du réfugié fût célébrée le 21 février 1915, inspirée par une lettre circulaire «La douleur et les préoccupations» envoyée par la « Sacrée Congrégation consistoriale » aux évêques diocésains italiens, le 6 décembre 1914 et à travers laquelle étaient évoquées pour la première fois, la nécessité d'établir une journée annuelle de « sensibilisation au phénomène de la migration », ainsi que la « promotion d'une collecte en faveur des œuvres pastorales pour les émigrés italiens et pour la formation des missionnaires de l'émigration.

Le 21^e siècle connaît aussi ses flux migratoires, qui malheureusement sont en nette augmentation à travers toute la planète, la migration, désormais phénomène mondial, ne concerne plus seulement l'Europe ou la Méditerranée mais bien tous les continents en défiant tous les modes de vie traditionnels et bouleversant également les horizons culturels et sociaux.

Aujourd'hui, la première question qui s'impose est celle du dépassement de la phase d'urgence, il faut faire des propositions concrètes pour endiguer les causes de ces migrations forcées.

L'Eglise universelle, par la voix de son représentant, et à l'occasion de cette 103^e édition a tenu à rappeler combien « Les migrants sont nos frères et sœurs qui cherchent une vie meilleure loin de la pauvreté, de la faim, de l'exploitation et de la répartition injuste des ressources de la planète qui devraient être divisées équitablement entre tous. N'est-ce pas le désir de chacun d'améliorer ses conditions de vie et d'obtenir un bien-être honnête et légitime, à partager avec les êtres qui lui sont chers ? » Il est aussi vrai que celui qui migre doit s'adapter à un nouveau mode de vie, même s'il ne le veut pas, comment devons-nous l'aider à vivre ces mutations afin qu'elles ne deviennent pas un obstacle, mais plutôt une opportunité pour un mieux vivre ensemble un enrichissement réciproque? Cette journée doit implacablement poursuivre sa quête indispensable pour sensibiliser l'opinion publique de ce qui continue de se tramer, notamment pour prévenir des peurs injustifiées et des spéculations sur l'existence des migrants.

Ferréol Gassackys

ITALIE

25.000 mineurs non-accompagnés sont arrivés en 2016

L'aventure de la migration forcée concerne un nombre d'enfants en augmentation. Ils comptent aussi parmi les 5000 morts en Méditerranée

L'agence des Nations unies pour l'enfance, l'Unicef, lance un cri d'alarme : de plus en plus d'enfants mineurs non-accompagnés s'engagent dans le voyage périlleux de l'entrée clandestine en Europe par toutes les routes connues. Ils sont de plus en plus des enfants africains qui traversent le Niger ou l'Algérie et qui arrivent par le désert de Libye sur les bords de la Méditerranée. Tout comme les adultes, le but visé c'est l'arrivée sur les côtes italiennes, et l'entrée en Europe.

L'organisation souligne qu'une telle entreprise est habituellement pavée de risques. Les enlèvements et les sévices par des trafiquants ; les violences aux poste-frontières ; la faim et la soif dans le désert et, in fine, le

refoulement sont autant de dangers régulièrement signalés, et régulièrement ignorés. Cela explique le nombre de plus en plus grand d'enfants parmi les 5000 noyés enregistrés en Méditerranée l'an dernier.

Pour la seule année dernière près de 25.000 mineurs non-accompagnés sont ainsi arrivés en Italie. Ils sont venus par la Méditerranée centrale et par l'Afrique du Nord, souligne l'Unicef. Pour le responsable des opérations d'urgence au sein de cette organisation en Italie, Lucio Melandri, le phénomène est inquiétant. « Jamais auparavant un tel nombre d'enfants non-accompagnés ou séparés le long de la route Méditerranée centrale n'avait été enregistré. Il est clair que nous sommes en

face d'un problème préoccupant et que la situation ira en s'aggravant », a-t-il averti.

Le problème est effectivement préoccupant. Car s'il y a des enfants qui viennent avec leurs parents pour un tel « voyage », ces flux comptent un nombre non-indifférent de mineurs poussés à l'exil par les parents eux-mêmes. Se cotisant en famille, ils confient leur fils ou leur fille à un adulte, quand ce n'est pas carrément au passeur en personne qui oubliera ses responsabilités à la moindre difficulté en chemin. Le désespoir est tel que des parents statuent sur la vie de leur enfant, en estimant qu'il sera partout moins malheureux et moins livré aux aléas de la vie – peut-être – que dans cette dramatique errance, qui s'apparente à une loterie de la mort.

Lucien Mpama

Des cas de « paludisme importé »

De plus en plus de voyageurs imprudents entrent sur le territoire italien et européen sans savoir qu'ils sont porteurs de paludisme, maladie éradiquée ici.

Il y a un paradoxe à découvrir que le paludisme, maladie dont l'autre appellation de malaria est précisément d'origine italienne, continue de sévir de manière endémique dans le monde alors qu'elle a été éradiquée dans la Péninsule. Avant les années 1940 le paludisme existait en Italie dans les marais (« palude » en italien) putrides (« male aria » = air puant) jusqu'aux abords de Rome et de sa région du Latium. Les médecins sont désemparés devant les cas de paludisme dont les symptômes peuvent, au départ, s'apparenter à ceux d'une banale grippe.

Le paludisme revient en force en Italie, si l'on en croit les données des scientifiques. Au cours de la dernière

décennie, révèle une étude de la revue Lancet Infectious Diseases qui trace une sorte de « carte » de la diffusion du paludisme, une moyenne annuelle de 637 cas est entrée en Italie à la faveur des migrations, officielles ou non. Entre 2005 et 2015, indiquent les chercheurs, quelque 56% de cas de paludisme d'origine ouest-africaine ont pu être identifiés chez des porteurs.

Le « palu importé » en Europe est très élevé en Italie même s'il se situe en troisième place seulement, en nombre, derrière la France (2 200 cas) et la Grande-Bretagne (1 800 cas). Comme on sait, les études ont pu mettre en évidence que les souches de paludisme sont différentes d'une zone à une autre ; le paludisme d'Afrique Occidentale étant différent de celui de l'Afrique centrale. Et ceux-ci sont eux-mêmes différents de ceux qui sévissent en Asie ou aux Etats-Unis où on compte une moyenne de 1500 cas « d'importation » par année.

Le paludisme n'est pas contagieux mais pour les scientifiques, ces données soulignent une première urgence, celle de renforcer les plans nationaux d'éradication du moustique inoculateur de la maladie. C'est une priorité et la concertation devient d'autant plus nécessaire que l'expansion des vols commerciaux rapides ne permet plus de parler du paludisme en terme seulement de maladie tropicale.

« L'architecture des routes aériennes, les liens historiques, la démographie des voyageurs et les épidémies locales sont les principaux facteurs qui contribuent au transport du parasite », soulignent les scientifiques. En clair, il n'est plus nécessaire de déceler la présence de l'anophèle, le moustique qui transmet le paludisme à l'homme pour agir contre la maladie. Les moyens d'investigation et les médicaments de lutte ou de prévention deviennent nécessaires partout.

L.Mp.

Les carabinieri italiens vont entraîner les policiers rwandais

L'accord de coopération entre les deux institutions a été signé jeudi à Rome.

Plusieurs volets sont concernés par l'accord italo-rwandais qui vient d'être signé dans la capitale italienne. Dans le cadre d'une visite dans la Péninsule de l'inspecteur général de la police nationale du Rwanda, Emmanuel Gasana, un protocole d'entente de collaboration a été signé jeudi. Il vise à renforcer la collaboration entre la police rwandaise et le corps des carabinieri, correspondant aux gendarmes en Italie. A côté de la signature du plénipotentiaire venu de Kigali, c'est le commandant du Corps des carabinieri

Tullio Del Sette qui a apposé la sienne au nom de l'Italie.

Les deux institutions s'engagent à « établir un cadre global de coopération en relation avec les devoirs institutionnels des deux polices. En particulier dans les opérations de maintien de la paix, la lutte contre la criminalité environnementale, le terrorisme, la sécurité routière et la gestion de l'ordre public », a indiqué le communiqué diffusé après la signature à Rome.

Il est précisé que ce protocole d'entente n'est que le premier volet de la mise en œuvre de décisions de rencontres qui ont eu lieu à Kampala, en Ouganda, le 1er novembre 2016 entre le

commandement général des carabinieri et l'Organisation pour la Coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est.

La hiérarchie de la police au Rwanda a consenti la mise au concret de cette entente appelée à déboucher sur d'ultérieurs développements. L'Italie et le Rwanda n'ont jamais auparavant coopéré dans les domaines de la défense et de la sécurité. Avant de signer le protocole d'entente au siège du commandement général du Corps des carabinieri, le général Gasana avait pris part à une réunion de concertation avec ses pairs italiens. Il avait signé aussi le livre d'or de cette force publique réputée.

L.Mp.



Aéroports du Congo

COMMUNIQUÉ

Les Aéroports du Congo (AERCO) prient toutes personnes ayant des véhicules stationnés sur le parking de l'aéroport Maya-Maya, de bien vouloir les récupérer au plus tard ce jeudi 19 janvier 2017, 18 heures délai de rigueur.

Nous rappelons que le stationnement est limité à la journée.

A compter du 20 janvier 2017, tous les véhicules stationnés plus de 24 heures seront systématiquement déplacés par les autorités de police et placés à la fourrière sous leur entière responsabilité.

DU NOUVEAU SUR LA LIGNE POINTE-NOIRE / BRAZZAVILLE

2 ALLER-RETOURS / JOUR

	Lu	Ma	Me	Je	Ve		Heures Locales		
E7 101	✓	✓	✓	✓	✓	PNR	07:30	BZV	08:20
E7 102	✓	✓	✓	✓	✓	BZV	09:00	PNR	09:50
E7 103	✓	✓	✓	✓	✓	PNR	17:30	BZV	18:20
E7 104	✓	✓	✓	✓	✓	BZV	19:00	PNR	19:50

SÉCURITÉ

Nos vols sont exploités par une compagnie utilisant les règles les plus strictes au monde.

CONFORT

Nos passagers sont accueillis dans des terminaux VIP permettant des procédures rapides.

PONCTUALITÉ

Les avions engagés sont réservés à cette ligne. Aucun risque qu'ils accumulent du retard.

**INFORMATION ET RÉSERVATIONS****06 945 70 04**www.equafight.com

Nous proposons des formules adaptables à vos besoins.

Nous consulter pour plus d'informations.

reservationpnr@equafight.com

IN MEMORIAM

13 janvier 2009 - 13 janvier 2017, cela fait huit(8) ans qu'il a plu à Dieu d'arracher à l'affection des siens, Doudou Servais Mouala.

A l'occasion de ce triste anniversaire, nous implorons le Dieu de miséricorde pour que son âme repose en paix et que brille à jamais l'étoile d'une vie éternelle. A tous ceux qui l'ont connu, nous vous demandons d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

« Dieu a donné, il a repris ». Il reste toujours présent dans nos cœurs.



16 janvier 2014 - 16 janvier 2017

Voici 3 ans jour pour jour que notre mère, tante et grand-mère la veuve Okamba née Otebe Alphonsine a été arrachée à l'affection de ses enfants et de sa famille. Les enfants Okamba et Akera prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Que le Dieu Tout puissant soit clément à Alphonsine Otebe. Mère, Tante et grand-mère, nous ne t'oublierons jamais. Les enfants

**NECROLOGIE**

Hurcilla Mongo, agent des Dépêches de Brazzaville, Guelord Galebagui et la famille Mongo ont le profond regret de vous informer du décès de leur neveu, fils et petit-fils, Galebagui Arly, survenu le mardi 10 Janvier 2017. La veillée mortuaire se tient au n°30 bis de la rue Konda Talangai (arrêt de bus Ebina). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



BRAZZA Express
Actualité-Economie-Politique
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jeudis à partir de 9h30

VISION

Canal 304 DU BOUQUET CANAL +

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ Africa autelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49



Programme relatif aux obsèques de Makaya Madeleine, décédée le jeudi 6 janvier 2017.

Messieurs : Mabandza Mouhété Gaétan Fiacre

- Mabandza Michel; - Samba Alphonse, inspecteur de l'enseignement primaire

- Kibirima Atoine, en service à la DDEPSA-pool; - Nsalala Florent

- Diahouakou lod Jovin, conseiller pédagogique principal,

Vous annoncent que le programme relatif aux obsèques de leur regrettée sœur et mère Makaya Madeleine se présente comme suit :

Mardi 17 janvier 2017

9h : levée du corps à la morgue municipale de B/ville(CHU)

10h : recueillement au domicile, 10 rue Moussana Mougali

12h : messe de requiem à la paroisse Saint Jean-Marie Vianney de Mouléké




14h : départ pour le cimetière de Wayako

16h : retour et fin de la cérémonie.



Soyez le premier sur la **4G Turbo** au Congo

Parcourez l'univers à une **Vitesse Ultra rapide.**

-  Passez vos appels vidéos sans ralentissement;
-  Visionnez vos vidéos préférées en streaming sans perte de vitesse;
-  Multipliez par 15 la vitesse du téléchargement de vos fichiers;
-  Pilotez vos jeux vidéos en ligne, en direct et en réseau.



MTN CONGO

MTN CONGO

@MTN_123

MTN CONGO



ARRANGEMENT PARTICULIER

Le prochain gouvernement comptera quarante-six membres

La thèse du Rassemblement, qui tenait à un effectif réduit de l'exécutif national de transition pour mieux gérer les maigres ressources dont dispose le pays actuellement sur fond d'austérité budgétaire, a triomphé.

Au Centre interdiocésain où se déroulent les discussions sur l'arrangement particulier de l'accord du 31 décembre, les travaux semblent avoir atteint leur vitesse de croisière en touchant notamment les points névralgiques sur lesquels les parties prenantes misent pour négocier leur positionnement par rapport à la période transitoire qui s'annonce. Il s'agit, entre autres, du partage des responsabilités dans les institutions de la transition pour respecter le principe de la gestion commune de cette période charnière censée déboucher sur la tenue des élections en décembre 2017. C'est autour du prochain gouvernement que les romains s'empoignent.

Au sujet de la taille du prochain exécutif national, un compromis a finalement été trouvé et qui ramène à quarante-six postes ministériels en raison de trente-sept ministres et neuf vice-ministres. Ce qui constitue une relative baisse par rapport à



Les évêques et les délégués des composantes au Centre interdiocésain

l'actuelle équipe gouvernementale que pilote Samy Badibanga et qui compte soixante quatre membres. La proposition du Rassemblement, qui tenait à un effectif réduit de l'exécutif national pour mieux gérer les maigres ressources dont dispose le pays actuellement sur fond d'austérité budgétaire, a donc triomphé au détriment de celle de la majorité qui suggérait une soixantaine des membres au nom du principe d'union nationale.

En dépit de ce consensus qui constitue néanmoins une nette avancée, les discussions achoppent cependant sur certains détails notamment la clé de répartition des ministères sur la base du poids politique de chaque composante. Là-dessus, il nous revient qu'opposition et majorité ne parlent pas le même langage. Si pour la famille politique du chef de l'État, il n'est nullement question de partager les ministères de souveraineté qu'elle considère

comme un domaine réservé ne pouvant échapper au contrôle de Joseph Kabila, le Rassemblement, pour sa part, estime qu'il faudra rechercher l'inclusivité même dans la répartition de tous les postes ministériels quel que soit leur niveau d'importance. Le 13 janvier, deux sous-commissions ont été créées pour compiler les propositions des postes ministériels tels que présentées par chaque partie prenante. Le secrétariat technique de l'épisco-

pat a été chargé de la compilation des différentes propositions de sorte à faciliter un consensus qui est encore loin de se dessiner.

Une procédure qui paraît plausible parce que susceptible de débloquent la situation en un temps record, d'autant plus que chaque composante tient à avoir voix au chapitre dans la répartition des postes en misant sur les plus justes. « *Le plus important c'est de faire une répartition équilibrée qui tienne compte de la pondération de certaines fonctions. Le Rassemblement aura le poste de Premier ministre. Ceci devra compter dans la répartition qui s'en suit, en tenant compte de deux parties prenantes mais également des composantes à l'intérieur de ces parties prenantes. Et cela va faire l'objet des échanges dans les deux jours qui viennent* », a affirmé Denis Sessanga, cadre du Rassemblement. Les travaux du 13 janvier ont, par ailleurs, permis aux délégués d'analyser les propositions des parties en discussion sur le Conseil national de suivi de l'accord en dressant le profil des membres et leur répartition au sein de cet organe d'appui à la démocratie.

Alain Diasso

DÉCRISPATION POLITIQUE

Libération de David Mukeba de l'UDPS et Carbone de Filimbi

Le vice-président de la Ligue des jeunes des forces du progrès de l'UDPS, David Mukeba, et Carbone, activiste du mouvement citoyen Filimbi, viennent de recouvrer leur liberté.

Cette libération ne pouvait qu'enchanter les jeunes de leurs mouvements respectifs. Comme cela a été le cas avec les jeunes de l'UDPS, tous contents de revoir leur vice-président qui leur a été remis officiellement par le ministre des Affaires foncières, Félix Kabange Numbi, au cours d'une rencontre au restaurant Eridge Lodge à Gombe. Ensuite, il a été conduit jusqu'au siège de son parti à Limete par Papy Pungu du PPRD et bien d'autres jeunes du comité de suivi des résolutions de Caritas. Ayant passé près de deux mois à la prison, David qui hume aujourd'hui l'air de la liberté n'est pas prêt à abandonner la lutte. Nous luttons, fait-t-il savoir, pour obtenir l'alternance pacifique dans ce pays et offrir aux Congolais le lendemain meilleur. « *Nous restons hyper déterminés et convaincus que seule la lutte libère et la prison que nous venons de faire ne nous a pas découragés ; mais elle a plutôt apporté un plus à notre détermination pour croire à l'avenir*

du Congo qui est beau comme le déclaraient les pères de l'indépendance pour qui leur lutte avait abouti. Et ensuite, est venue la lutte de Tshisekedi pour la démocratie en RDC et la lutte de la génération d'aujourd'hui, c'est pour obtenir l'alternance à tout prix », déclare-t-il.

David Mukeba a remercié le ministre des Affaires foncières qui a milité pour sa mise en liberté : « *Grand merci à toute la jeunesse aussi bien celle de l'UDPS que de la majorité par l'entremise du ministre des Affaires foncières, Félix kabange Numbi, pour avoir obtenu notre libération* ». Ce n'est pas parce que nous sommes de l'opposition, fait-il savoir, que nous allons taire ou empêcher à notre voix de se lever pour dire grand merci à Félix Kabange Numbi, cet artisan de la paix. David Mukeba soutient que la paix reste son cheval de bataille, elle reste la seule la voie qui peut « *nous conduire à un avenir meilleur pour la RDC. Merci à tous qui ont contribué à notre libération et ont dépensé leurs énergies pour nous* ».

Le ministre des Affaires foncières qui a milité pour la libération du vice-président de la jeunesse de l'UDPS a relevé que la paix est au dessus de tout.

Il s'est dit heureux de constater que les jeunes ont compris qu'en politique, il n'y a pas des ennemis mais plutôt des adversaires politiques. Le ministre des Affaires foncières, en tant que jeune, s'est engagé à se ranger aux côtés de la jeunesse « *pour continuer de nous battre pour que tous les jeunes qui étaient arrêtés pour une cause ou une autre soient libérés* ». Félix Kabange Numbi a appelé les jeunes à l'unité : « *La jeunesse doit rester à jamais unie. Tout en ayant nos divergences d'opinion, nous devons savoir que nous sommes jeunes et savoir débattre entre nous* ».

On se rappellera que lors d'un forum organisé à Caritas par les jeunes de l'opposition, de la majorité et de la société civile sur la paix, il a été décidé dans les recommandations notamment la libération des jeunes activistes arrêtés dont David Mukeba et les autres. Et le ministre des Affaires foncières a été sollicité dans le cadre de la campagne qu'il mène pour s'impliquer dans la libération de ces jeunes. Le plaidoyer mené par le ministre des Affaires foncières a contribué à la mise en liberté de ces jeunes, cela au nom de la décrispation du climat politique.

Aline Nzunzi

ASSISTANCE HUMANITAIRE

Le gouvernement au chevet des sinistrés de Boma

À la suite des pluies diluviennes qui s'étaient abattues dans la nuit du 26 au 27 décembre de l'année passée dans la ville de Boma dans la province du Kongo Central, plusieurs dégâts matériels et pertes en vies humaines ont été enregistrés.

Les populations victimes des inondations dues à ces pluies ont tout perdu et certains passent la nuit à la belle étoile pour avoir perdu leurs domiciles. Une commission gouvernementale a été mise en place pour évaluer les dégâts et apporter l'assistance à ces compatriotes. C'est dans ce cadre que le gouvernement de la République vient d'expédier une aide urgente à destination de la ville de Boma au profit des populations sinistrées.

Six camions remorques contenant chacun 40 tonnes de vivres et non-vivres ont été convoyés hier. Le go a été donné par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Shadari Ramazani, à la place des évolués en présence notamment du ministre des Affaires sociales, action humanitaire et solidarité nationale, Daniel Paluku Yere yere, du ministre des Affaires foncières, Félix kabange Numbi, de l'urbanisme Koko Nyangi, de la santé Oly Ilunga, de la vice-ministre de la Santé, Maguy Rwakabuba, vice-ministre de l'Intérieur, Bazile Olongo.

Daniel Paluku Yere Yere a précisé que ce convoi est composé des vivres et non-vivres qui serviront à soulager les populations sinistrées de Boma et cette assistance n'est qu'une première intervention et l'autre suivra après évaluation des équipes sur le terrain. Cette assistance s'ajoute à celle qui a été mobilisée par les partenaires. À en entendre Daniel Paluku, cette aide est une réponse à une évaluation d'urgence. Mais l'assistance finale, fait-il remarquer, se fera après l'évaluation finale des équipes qui sont sur le terrain.

A.Nz.

ACCORD DU 31 DÉCEMBRE

Enfin, le MLC et ses alliés ont signé

Le changement de position est intervenu après un message du président Jean-Pierre Bemba demandant à son parti et à ses alliés du Front pour le respect de la Constitution de signer ledit accord qu'il considère d'ores et déjà comme le socle de l'alternance politique en RDC.

« J'invite les délégués du Front pour le respect de la Constitution (FRC) à prendre part aux discussions du Centre interdiocésain et à signer cet accord qui va devenir le socle de l'alternance politique dans notre pays ». Ces propos contenus dans une lettre rédigée depuis la Haye sont de Jean-Bemba. C'est Eve Bazaïba, en sa qualité de secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo, qui a divulgué le contenu le 13 janvier. Le message, de haute portée politique, a sonné tel un leitmotiv au point de contraindre le MLC et alliés, hier encore réticents, à se mettre au pas et à signer finalement l'accord du 31 décembre issu des négociations directes entre l'opposition et la majorité sous la médiation de l'épiscopat catholique.

En un temps, deux mouvements, Eve Bazaïba s'est pointée le samedi 14 janvier de bonne heure au Centre interdiocésain pour signer le fameux accord, engageant ainsi le FRC, la deuxième force politique significative de l'opposition après le Rassemblement. « Nous ne devons pas offrir un prétexte à ceux qui n'ont pas l'intention d'appliquer l'accord de la Cénco de faire obstruction au droit des Congolais à un avenir apaisé et sans soubresauts », avait indiqué Jean Pierre Bemba dans son message. Un pic lancé à la majorité présidentielle dont les réserves émises quant à la non-inclusivité de l'accord du 31 décembre se fondaient essentiellement sur le refus par le MLC et alliés de le signer.

Pour nombre d'observateurs, cette composante n'avait pas d'autre alternative que de signer ledit accord au risque de se marginaliser du jeu politique durant la transition et n'avoir suffisamment pas des ressources que pourrait générer la



Eve Bazaïba signant l'accord du 31 décembre

gestion d'un portefeuille pour affronter financièrement les prochaines joutes électorales. C'est donc en connaissance de cause que Jean Pierre Bemba demande dans sa lettre au MLC et alliés de se surpasser parce qu'à travers des aménagements, a-t-il dit, « il est toujours important d'obtenir dans un accord de cette importance les équilibres nécessaires pour la bonne fin et bien plus pour le fonctionnement efficace des organes portés par l'accord du 31 décembre 2016 ».

Pour le leader du MLC qui rappelle que son parti s'est toujours battu pour la paix, la concorde et la cohésion nationale mais jamais pour le positionnement des individus, « le Congo a besoin de la paix ».

Alain Diasso

RDC

La CEEAC se félicite de la signature de l'Accord politique

Le Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Allam-Mi Ahmad, qui suit la situation politique en République démocratique du Congo (RDC), s'est félicité de la signature, le 31 décembre 2016, de l'Accord politique inclusif par les parties prenantes congolaises.

Dans un communiqué rendu public le 12 janvier, le Secrétariat général a félicité les parties prenantes congolaises pour avoir, une fois de plus en une période de deux mois, fait montre d'un sens très élevé de patriotisme et de responsabilité en choisissant la voie de la conciliation en vue de résoudre la crise politique dans leur pays.

Il a présenté également ses félicitations « les plus sincères » à l'équipe de médiation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) pour « la dextérité et l'efficacité » avec lesquelles elle exécute la tâche qui lui a été confiée par le président de la République, Joseph Kabila, et l'encourage à poursuivre la conciliation afin d'exhorter les parties n'ayant pas signé l'Accord politique à le faire.

En outre, le Secrétariat général a saisi cette opportunité pour rendre les hommages « les plus déférents » au président de la République, Joseph Kabila Kabange, pour son engagement constant à rechercher une solution pacifique et la plus inclusive possible à la crise.

Enfin, il a renouvelé son soutien au gouvernement de la Rd Congo, à l'équipe de médiation de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et à toutes les parties prenantes congolaises aux négociations politiques dans la poursuite des prochaines étapes des discussions, notamment les arrangements particuliers en cours, ainsi que dans la mise en œuvre effective de l'Accord politique inclusif du 31 décembre 2016.

Yvette Reine Nzaba



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)Brazzaville : 84 bd Denis Sassou
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

FOOTBALL-REPRISE DE LA SAISON

L'heure est aux matchs amicaux

La Ligue nationale de football (Linafoot) a annoncé la levée de la mesure de suspension prise par l'ancien ministre des Sports, Denis Kambayi. Aussi le championnat national de football pourra-t-il démarrer au début du mois de février 2017. Et l'heure est actuellement à la préparation des clubs avant de débiter la compétition.

Le ministre des Sports, Willy Bakonga, a levé la mesure de suspension du championnat national prise par son prédécesseur Denis Kambayi avant de rendre le tablier. Selon la Ligue nationale de football (Linafoot), le championnat national reprend probablement au début du mois de février alors que la 31^e édition de la Coupe d'Afrique des nations sera presque à son épilogue. Actuellement à Kinshasa, l'heure est aux matchs amicaux de préparation. L'AS V.Club a déjà livré des rencontres amicales. Les Dauphins Noirs ont d'abord fait match nul



2015 © Mapy Manueno / Leopardsfoot.c

V.Club de Kinshasa

de deux buts partout avec les joueurs d'Ujana, club évoluant au championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa

(Epfkin). Ensuite, V.Club s'est nettement imposé face à Dijak, un autre club de l'Epfkin, par deux buts à zéro, une équipe de

V.Club privé de son entraîneur principal, Florent Ibenge, en ce moment avec les Léopards de la RDC.

Et par ailleurs, certains clubs du Congo Brazzaville ont traversé le fleuve Congo pour parfaire leur préparation pour des prochaines échéances africaines. Aussi la formation de Renaissance Aiglon Cara de Brazzaville a-t-il dominé la formation du Racing Club de Kinshasa par deux buts à zéro et une deuxième rencontre amicale est programmée contre l'équipe de Shark XI FC.

La formation de Léopards de Dolisie qui est attendue à Kinshasa livrera aussi quelques rencontres amicales, et l'on parle déjà d'une partie contre le FC Renaissance du Congo qui vient d'étoffer son effectif par quelques joueurs venus de la Côte d'Ivoire et du Gabon. Il y a également l'arrivée d'un nouvel entraîneur de nationalité ivoirienne, qui prend la place d'Éric Tshibusu ayant pris l'option de s'écarter du club dirigé par l'évêque et pasteur Pascal Mukuna.

Martin Enyimo

CAN 2017

Fausse note chez les Léopards !

Les joueurs ont boycotté l'entraînement de vendredi soir en raison d'un problème de primes alors que leur premier match est prévu pour le 16 janvier contre le Maroc.

Une vidéo montrant un groupe des joueurs de la RDC en train de revendiquer, depuis leur hôtel à Oyem en terre gabonaise, leurs primes a fait sensation en début de week-end sur les réseaux sociaux. Se filmant eux-mêmes à partir d'un téléphone portable, Youssouf Mulumbu (le capitaine) et quelques-uns de ses coéquipiers se sont exprimés librement sur la question en déplorant le fait qu'il s'agit là d'une situation récurrente qui intervient généralement à la veille de chaque compétition. « Cela fait des années et des années, c'est toujours la même chose. On se prépare bien pour jouer nos matchs et à la fin il y a toujours un problème de primes », a déclaré le capitaine Youssouf pendant que d'autres (s'exprimant en lingala et en français) mettaient plus d'emphasis sur l'obtention, coûte que coûte, de leurs primes avant d'entrer sur l'aire de jeu.

Et comme pour donner la mesure de leur engagement à aller jusqu'au bout de leur revendication, somme toute légitime, les poulains de Florent Ibenge ont carrément boycotté la séance d'entraînement de vendredi dernier. Une situation délétère qui risque d'entamer le moral des joueurs à quelques heures de leur premier match le 16 janvier contre les Lions de l'Atlas du Maroc. Là-dessus, Youssouf tente de calmer les esprits sur son compte twitter : « Ceci dit, le 16 janvier nous allons défendre fièrement notre drapeau ». Dans certains milieux sportifs congolais, on redoute que cette rogne puisse influencer négativement sur la prestation des joueurs. La réaction du gouvernement ne s'est pas fait attendre. Le ministre des sports Willy Bakonga a rassuré que les joueurs entreraient bel et bien en possession de leur prime - déjà disponible - le 16 janvier avant le match contre le Maroc, le temps pour lui et sa délégation de prendre ce week-end leur vol pour le Gabon. Il a confirmé que le gouvernement a déjà débloqué les moyens nécessaires et qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer. « Nous avons tout le temps, possible ! Quand on va arriver, on va parler avec eux [les joueurs], on sera ensemble. Donc, il n'y a pas de problème de primes, puisque les primes sont déjà là. On va les leur donner », a déclaré Willy Bakonga tout en indiquant ne pas être au courant d'un quelconque boycott de l'entraînement par les Léopards.

Rappelons que la RDC, troisième lors de la dernière édition, a hérité d'un groupe très relevé avec la Côte d'Ivoire, tenant du titre, le Maroc et le Togo.

Alain Diasso

CLASSEMENT FIFA

La RDC occupe la 49^e position en janvier 2017

Le pays du ballon d'or 1970 Bwanga Tshimen a perdu une place par rapport au classement du mois de décembre (classé 48^e rang mondial).



Les Léopards de la RDC

La Fédération internationale de football association (Fifa) a actualisé, le 12 janvier, au Zurich (Suisse) en son siège son hit mensuel des pays. L'on note d'emblée que la RDC a régressé d'une case au niveau mondial, passant de la 48^e à la 49^e place. Notons que les Léopards de la RDC -qui séjournent actuellement à Gabon en vue de prendre part à la phase finale de la 31^e édition de la Coupe d'Afrique- ont livré un match amical de préparation en ce mois de janvier à Yaoundé au Cameroun. Les poulains du sélectionneur Florent Ibenge qui se préparaient au Centre d'excellence de Mbankomo dans ce même pays se sont inclinés par zéro but à deux. La RDC joue son premier match du groupe C le 16 janvier à Oyem contre le Maroc.

Le Sénégal (33^e rang mondial) conserve sa première place sur le continent, devant la Côte d'Ivoire (34^e rang mondial). L'Égypte (35^e rang mondial) a gagné une place, se positionnant devant la Tunisie (36^e rang mondial). L'Algérie (39^e rang mondial) se retrouve à la cinquième loge en Afrique, devant donc la RDC qui demeure à la sixième

place continentale. Le Nigeria (50^e rang mondial) est septième sur le continent, talonné par le Burkina Faso (53^e rang mondial) qui a régressé de trois cases.

Le Ghana (54^e rang mondial) occupe la neuvième position alors que le Maroc (57^e rang mondial) boucle le top 10 africain. D'autres pays complètent le top 20 africain. Il s'agit du Cameroun (62^e rang mondial), Mali (64^e rang mondial), Bénin (66^e rang mondial), Guinée Bissau (68^e rang mondial), Guinée (70^e rang mondial), Congo Brazzaville (71^e rang mondial), Ouganda (73^e rang mondial), Cap-Vert (79^e rang mondial), Kenya (87^e rang mondial) et Zambie (88^e rang mondial). Le Top 10 mondial n'a pas connu de variation par rapport au classement de la fin d'année, avec l'Argentine, le Brésil, l'Allemagne, le Chili, la Belgique, la Colombie, la France, le Portugal, l'Uruguay et l'Espagne. Le prochain classement sera rendu public le 9 février 2017, et la Fifa prendra en considération les matchs de la Coupe d'Afrique des nations pour les pays africains.

M.E.

HUMEUR

Quand des érosions urbaines perturbent des quartiers entiers !

Des maisons d'habitation, des lieux de culte, des commerces et des marchés respectivement s'écroulent et disparaissent. Des dispensaires, des écoles et autres infrastructures publiques s'ensablent et disparaissent à moindre pluie. D'où des plaintes et grincements de dents des citoyens victimes, avec des appels incessants à l'action publique pour stopper ce fléau. Car, disent-ils, seuls ils ne pourront pas venir à bout du phénomène devenu récurrent dans de nombreux quartiers surtout périphériques de nos villes.

Oui, l'érosion commence très petite, évolue, se développe et donne naissance à des têtes qui causent des dégâts jusqu'à mobiliser des fonds de l'État. Les populations victimes dans des quartiers emploient des moyens rudimentaires et archaïques qui, le plus souvent, sont rarement concluants. Tentons donc de décrire le phénomène tout en fustigeant le comportement humain qui favorise et amplifie ce phénomène, bien entendu que nous ne ferons pas fi d'autres causes naturelles qui ne relèveraient pas du comportement humain. D'où la nécessité d'une lutte acharnée et sans merci, car les érosions détruisent des villes avec elles des quartiers où sont construites habitations, infrastructures et autres.

Entendu que l'érosion est donc le résultat des actions externes qui provoquent la dégradation du relief. Cette dégradation peut avoir pour causes naturelles des torrents, éboulements, changement de température, influence de la végétation et bien d'autres. La dégradation peut aussi avoir une cause artificiellement introduite par l'homme tels que les déboisements, les constructions, les pollutions et autres. Ce sont en réalité toutes ces actions qui façonnent les paysages, à savoir les érosions, telles qu'elles se présentent à nous dans de nombreux quartiers de nos villes.

Les quartiers Ngamakosso, Petit-Chose, Maman-Mboualé, Jacques-Opangault, Mfilou-mikalou, Mfilou-moukondo, la Ferme à Brazzaville et les quartiers Mpaka, certains quartiers des arrondissements Mongo-Mpoukou et Ngoyo à Pointe-Noire pour ne citer que ce petit échantillon bien entendu que ce phénomène occupe aussi d'autres quartiers côtiers et ceux qui bordent des collines, ravins et montagnes à Pointe-Noire comme à Brazzaville est devenu traumatisant pour certaines familles. Car il est très difficile à digérer pour un chef de famille qui assiste impuissamment à l'écroulement progressif de sa maison à la suite d'une érosion.

Oui, d'un côté, on note l'imprévisibilité des causes naturelles qui peuvent occasionner ce phénomène d'érosion et, de l'autre côté, il faut aussi noter l'entêtement de la population elle-même qui foule aux pieds certains « interdits » publics relatifs à la non-construction des habitations sur des terrains inhabitables. Alors comment comprendre que certaines parties de la population peuvent s'organiser en des occupants « incontrôlés » pour pouvoir occuper des parcelles de terrains sur des zones inclinées. Elles ne s'arrêtent pas là, elles vont jusqu'à s'organiser pour creuser ici et là des caniveaux, semble-t-il, pour faire couler les eaux des pluies. En le faisant, ils déboisent en désordre les arbres et arbustes causant ainsi le glissement du sol et le ruissellement des terrains à moindre pluie.

Ainsi, l'on assiste à un véritable jeu de « faire » et de « défaire » entre l'homme et les eaux. Ces habitants, victimes des érosions, s'emploient à barrer des eaux par des méthodes inappropriées et quelques semaines après les eaux les désaxent et détruisent des rues. Ces méthodes empiriques, rudimentaires et archaïques sont entre autres l'usage des sacs remplis du sable, la plantation de la manière disparate du gazon ou du bambou de chine et l'élévation de banc de terre. Pire encore, certains utilisent même des tôles pour barrer des eaux comme si la tôle pouvait résister à la pression hydrique.

Et comme toutes ces solutions semblent inefficaces, les voilà s'organiser dans des quartiers pour s'adresser aux pouvoirs publics. Et pourtant cela devrait se passer avant toute occupation d'une zone quelconque, car l'État à travers ses services d'urbanisme connaît mieux les périphéries habitables et non habitables de nos villes. Oui, parfois en complicité avec des propriétaires terriens, ils arrachent des pancartes publiques sur lesquelles sont inscrites des indications : « terrains non habitables », « zones réservées aux travaux publics », « zone occupée par l'État », car l'État en le faisant sait pertinemment que la zone X ou Y est à risque ou pas. Alors c'est cet entêtement qui conduit parfois à des mélancolies.

Etant donné que d'autres causes naturelles sont bien prévisibles, les pouvoirs publics ont intérêt à stopper ces érosions surtout dans leur phase embryonnaire. Car par exemple l'érosion qui a fait « sauter » l'école Émeraude à Mikalou ou la voyait venir. Et il faudrait accroître aussi des mesures d'interdiction desdites zones.

Faustin Akono

FAC

203 officiers et sous officiers promus aux nouveaux grades

La cérémonie officielle du port des nouveaux insignes de grades qui s'inscrit dans le cadre du premier trimestre de cette année a eu lieu le 13 janvier au tarmac de la base aérienne 02/20 de la ville océane en présence du général Jean Olessongo Odaye, commandant de la zone militaire de défense n°1, accompagné d'autres membres du commandement de ladite zone, des agents de la force publique et des invités.

S'adressant aux éléments de la force publique n'ayant pas été promus au cours de ce premier trimestre, le général Jean Olessongo Odaye a expliqué que ceux qui n'ont pas eu la chance de connaître les délices que procure l'avancement au nouveau grade ne doivent pas se décourager. Ces derniers devraient plutôt méditer sur les raisons de ces disconvenus. « Ceux qui ont raté le tableau ressaisissez-vous, redoublez d'ardeur au travail, renforcer l'esprit de discipline et de cohésion car le commandement aura un regard attentionné envers vous », a-t-il déclaré.

Félicitant les nouveaux promus au nom du commandement des Forces armées congolaises (FAC) et celui du groupe d'anticipation stratégique local, le général Jean Olessongo Odaye a rappelé que l'avancement au nouveau grade est un acte de commandement. C'est une volonté des chefs hiérarchiques. Ainsi en plus du plaisir, de la joie, des avantages que toute promotion peut procurer, elle est d'abord une dette à l'égard de la nation conformément à l'esprit du sacrifice pour la patrie. « Par rapport à cette élévation,



Le général Jean Olessongo Odaye mettant des nouveaux insignes de grade au colonel Jean Bruno Kihoussinga

le commandement attend de vous l'abnégation, la discipline, la rigueur, la détermination, le dévouement, la disponibilité, le courage et surtout la loyauté envers la République et l'ensemble de ses institutions. À travers cet acte, le commandement vient de vous gratifier d'une partie de ses autorités, faites en ainsi bon usage. N'oublier jamais que le soldat obéit tel que ce dernier est commandé, il a tout juste besoin d'être encadrer et entraîner » a-t-il signifié.

Manifestant sa joie pour son nouveau grade, le colonel Jean Bruno Kihoussinga, directeur administratif et financier à l'hôpital régional des armées de Pointe-Noire, a eu les mots suivants : « Ma reconnaissance est adressée principalement au haut commandement des Forces armées congolaises qui nous a fait une fois de plus confiance, en suite au commandement de la zone militaire de défense n°1 sans lequel nous ne devrions pas être hisser à ce

nouveau grade. Conformément aux orientations du discours du général Jean Olessongo Odaye basées sur la discipline, la rigueur et l'abnégation au travail, nous donnerons le meilleur de nous mêmes en vue de respecter strictement ces instructions », a-t-il indiqué.

Pour sa part, le capitaine Gondo Ondze Fara de la sécurité présidentielle pense que ce n'est que par l'effort et la discipline au travail que l'on peut se lever et se distinguer. Ainsi, pour continuer à bénéficier de la confiance du haut commandement des forces armées congolaises, il est important de toujours veiller aux respects des instructions de la hiérarchie. Notons que parmi ces deux cent trois nouveaux promus, on compte cinq colonels, cinq lieutenants colonels, dix commandants, seize capitaines, cinq lieutenants, dix huit adjudants chefs, soixante douze adjudants, soixante douze sergents.

Séverin Ibara

Le Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard initie des actions de préservation de la nature et de l'environnement.

Des journées sur le thème « Ville et développement durable » seront organisées du 17 au 21 janvier au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard à Pointe-Noire en vue de lutter contre les actions néfastes de l'homme sur l'environnement.

Initiées par l'Association Pointe-Noire dynamique culturelle (APDC) qui est chargée de la gestion du centre culturel Jean-Baptiste Tati Loutard, structure mise en place par la municipalité de Pointe-Noire et la société Total E & P Congo, ces journées vont réunir pendant cinq jours autour des expositions, communications et jeu concours, les Ponténégrins en vue de les conscientiser sur le danger que court la nature du fait de l'insouciance de l'homme qui conduit à la dévastation des forêts, à la pollution des villes,

des mers et des océans.

Pour l'APDC, grâce à l'écologie, l'homme peut limiter et peut être mettre fin aux dégâts en manifestant une vive préoccupation pour la nature et l'environnement.

C'est ainsi qu'elle veut que soit utilisée les ressources naturelles dans une dynamique de développement durable pour notre vie actuelle et pour celle des générations futures. Il s'agit notamment de trouver les moyens d'éviter une croissance destructive de l'environnement (croissance démographique, industrielle, urbaine) qui par contrecoup menace l'avenir de l'homme sur une planète dont on perçoit enfin qu'elle a des possibilités limitées puisque ses ressources ne peuvent être exploitées et dilapidées indéfiniment. Aussi, l'urgence climatique est devenue depuis peu une préoccupation majeure des

populations.

Le concept de développement durable se fonde sur la mise en œuvre d'une utilisation et d'une gestion rationnelles des ressources (naturelles, humaines et économiques) en vue de satisfaire de manière appropriée les besoins fondamentaux de l'humanité. Les conditions nécessaires pour atteindre le développement durable sont, entre autres, la conservation de l'équilibre général et de la valeur du patrimoine naturel, une distribution et une utilisation des ressources équitables entre tous les pays et toutes les régions du monde, la prévention de l'épuisement des ressources naturelles, la diminution de la production des déchets, qui inclut la réutilisation et le recyclage des matériaux, la rationalisation de la production et de la consommation d'énergie.

Hervé Brice Mampouya

AFRIQUE-FRANCE

Paix, sécurité et partenariat au centre du sommet de Bamako

Les travaux du 27e sommet Afrique-France se sont achevés samedi à Bamako au Mali où plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement étaient présents, à l'instar de Denis Sassou N'Guesso qui avait quitté Brazzaville le 13 janvier.

Consacrées au triptyque « partenariat, paix et émergence », ces assises ont mis des préoccupations sécuritaires au centre des discussions. Notamment lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères qui s'était conclue vendredi, par un projet de déclaration soumis samedi pour approbation aux chefs d'Etat et de gouvernement. Il mettait l'accent sur « les problèmes africains et les solutions également africaines », insistait sur les questions de paix et de sécurité, et le partenariat franco-africain.

L'engagement pris par la France au sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique, en décembre 2013, de former 20.000 militaires africains par an a été atteint et dépassé : leur nombre a atteint 65.000, soit plus de 21.500 par an en moyenne, selon Paris. Le sommet de Bamako devrait voir la France passer à la vitesse supérieure, avec un objectif de 25.000 africains formés par an.

Côté participation, les assises du Mali ont été un succès, avec déjà

trente-cinq chefs d'Etat et de gou-



Photo de famille

vernement présents au dîner officiel offert le vendredi 13 janvier en soirée par le président Ibrahim Boubacar Keïta.

Au moment où l'Afrique – après avoir connu une croissance économique continue depuis plus d'une décennie – doit se préparer à porter, dans un avenir très proche, la

croissance mondiale notamment, par l'amélioration du climat des affaires, l'attractivité aux investissements étrangers, la formation d'une main d'œuvre qualifiée et l'appro-

d'emplois stables et rémunérateurs et celle de l'amélioration de la situation de la jeunesse et de la femme. Le sommet Afrique-France qui se déroule tous les quatre ans est

En marge du sommet politique des chefs d'Etats, plusieurs autres activités ont été organisées. C'est le cas du forum économique qui a réuni, le 13 janvier, environ 200 participants de haut niveau, dont des chefs d'Etats et de gouvernement, des chefs d'entreprises africains et français, des dirigeants des banques de développement, des représentants des organisations internationales et d'organisations patronales.

C'est une initiative conjointe du MEDEF international et du Conseil national du patronat du Mali qui était consacrée aux communautés d'affaires française et africaine, à travers plusieurs thèmes ayant trait à l'économie et au développement qui ont fait l'objet des débats, assortis de recommandations soumises à l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement.

Les premières dames d'Afrique, présentes à Bamako ont, elles aussi, échangé sur « les aspects positifs de nos cultures et traditions qui militent en faveur de la promotion de la santé sexuelle des adolescents ». Des forums ont été également organisés comme celui des jeunes et de la diaspora ou celui sur le genre et développement.

Les Dépêches de Brazzaville

priation des nouveaux outils de gestion des ressources humaines et naturelles, toutes ces questions ont fait l'objet d'une attention particulière des chefs d'Etats et de gouvernement présents à Bamako.

Un engagement fort est donc ainsi attendu des dirigeants, face à toutes ces problématiques, surtout la question relative à la création

– au-delà de l'analyse des grands dossiers d'actualité – l'occasion de retrouvailles et d'échanges sur divers sujets entre anciens et nouveaux dirigeants. Celui de Bamako a été, par exemple, le dernier qu'a présidé le président français, François Hollande qui quitte le pouvoir dans quelques mois, au terme d'un mandat à la tête de son pays.

RÉFLEXION

Le bilan africain de François Hollande

Tout le monde en convient dans les capitales africaines qui entretiennent des relations privilégiées avec l'ancienne puissance coloniale, le président français ne restera pas dans les annales de l'Histoire comme un bon partenaire du continent. Peu intéressé naturellement par l'Afrique et par les Africains, ayant hérité de son prédécesseur Nicolas Sarkozy des situations stratégiques calamiteuses, entouré par des conseillers peu au fait des réalités africaines, convaincu à tort que la société française est un modèle pour les peuples africains, il n'a pas pris conscience du fait, pourtant évident, que la France ne demeurera dans le petit groupe des grandes puissances que si elle prend la pleine mesure des défis auxquels le continent se trouve confronté et s'emploie à restaurer des relations de confiance avec les dirigeants africains qui se dégradent au fil du temps.

Un tel jugement, dira-t-on, n'est ni juste ni honnête étant donné le rôle joué par la France, durant les cinq années du mandat de François Hollande, dans la prévention et la gestion des crises qui affectent les régions du Sahel et de l'Afrique centrale. Il

est malheureusement fondé sur une observation attentive des décisions prises par le locataire du Palais de l'Elysée tout au long de ce mandat, des propos pour le moins discutables sur les dirigeants africains qu'il a tenus publiquement en diverses circonstances, des conséquences directes ou indirectes des prises de position que son entourage lui faisait prendre sans jamais en mesurer les conséquences. Issu d'une Ecole prestigieuse, l'ENA, qui forme des technocrates tout puissants mais peu conscients des problèmes que le monde moderne doit résoudre, des hommes ou des femmes imbus de leur pouvoir mais peu capables de mesurer l'ampleur des défis du temps présent, il n'a pas pris le recul nécessaire pour accompagner ses pairs africains dans leur longue marche vers l'émergence. Fait plus grave encore, à notre avis du moins, il n'a pas compris que la plupart des problèmes qui se posent aux pays africains, tout particulièrement dans le domaine de la gouvernance publique, résultent de l'exploitation coloniale et de l'asservissement des peuples opérés par les pays européens pendant plus de trois siècles. Au lieu de s'ériger en donneur de leçons il aurait dû

affirmer la volonté de la France de réparer les fautes ainsi commises et, ce faisant, il serait devenu crédible aux yeux de ses pairs africains ; mais, hélas, il ne l'a pas fait et lègue donc à son successeur un héritage diplomatique lourdement plombé.

Cerise sur le gâteau, en laissant des organisations non gouvernementales fort peu recommandables s'en prendre à quelques dirigeants africains et à leurs familles pour des raisons douteuses que les temps à venir se chargeront de dévoiler il a fait preuve d'une faiblesse politique, d'un manque d'autorité, d'une absence de jugement qui ont affaibli les positions de la France et ouvert une voie royale aux grandes puissances comme la Chine et les Etats-Unis qui s'emploient aujourd'hui à combler le vide ainsi créé. Il a aussi montré la duplicité d'une politique qui prêche la vertu à quelques dirigeants africains, mais se garde bien d'en faire autant avec les monarches arabes, les oligarques d'Europe Orientale, les magnats européens et américains.

Si l'on réfléchit bien le seul point positif du quinquennat qui s'achève, du

moins pour l'Afrique, a été l'engagement de l'armée française au Mali, dans le Sahel et en Centrafrique. Mais si François Hollande n'avait pas eu l'intelligence, ou l'instinct, de confier à l'un de ses plus fidèles compagnons de route politique les rênes du ministère de la Défense, son bilan aurait été plus catastrophique encore que celui de Nicolas Sarkozy. C'est en effet grâce à Jean-Yves Le Drian et aux armées qu'il commande que la France a pu relever sur le terrain africain les défis qui lui étaient lancés et du même coup protéger son image de grande puissance.

Concluons ce propos en disant que le passif inscrit dans le bilan africain de François Hollande est si lourd qu'il faudra beaucoup de courage, de volonté, de détermination et d'intelligence à son successeur pour rendre à la France la place que lui ont fait perdre ses prédécesseurs en Afrique. Mieux vaudrait donc que les citoyens français effectuent un bon choix lorsque le jour sera venu de déposer leur bulletin dans l'urne. S'il en allait autrement la France perdrait à coup sûr le statut international qui est encore le sien.

Jean-Paul Pigasse